

Kosovo: sécurité renforcée après le meurtre de deux Serbes

PRISTINA (Serbie-Monténégro) - La police de l'ONU a renforcé lundi la sécurité dans les enclaves serbes du Kosovo après le meurtre de deux Serbes deux jours plus tôt par des inconnus, et des milliers de Serbes se sont rassemblés pour protester contre ces meurtres.

"Nous avons augmenté le nombre de postes de contrôle partout dans le Kosovo, ainsi que le nombre de patrouilles de police dans les enclaves" serbes, a déclaré à la presse un haut responsable de la police de l'Onu au Kosovo, Colin Aitken.

Deux jeunes Serbes, Aleksandar Stankovic, 28 ans, et Ivan Dejanovic, 24 ans, ont été tués et deux autres, Nikola Dukic et Aleksandar Janicijevic, ont été blessés par les tirs d'agresseurs non encore identifiés samedi soir près du village de Banjica, sur la route entre Urosevac et Strpce, à environ 50 kilomètres au sud-est de Pristina, chef-lieu du Kosovo.

Plusieurs milliers de Serbes se sont rassemblés lundi à Kosovska Mitrovica, dans le nord du Kosovo, et à Strpce, une enclave du sud-est de la province, pour protester contre l'attaque, a rapporté l'agence de presse de Belgrade Beta.

Les manifestants ont demandé que la sécurité des Serbes soit renforcée et leur liberté de mouvement garantie.

Un des leaders des Serbes du Kosovo, Milan Ivanovic, a déclaré que "la plus grande culpabilité pour ces meurtres repose sur la Mission de l'ONU au Kosovo (Minuk) et sur son chef Soren Jessen-Petersen".

"M. Petersen a trompé les Serbes et le monde en faisant croire qu'il y a la liberté de mouvement (au Kosovo). Ces enfants l'ont cru, ont pris une voiture et sont partis, et c'est pour cela qu'ils sont morts aujourd'hui", a dit M. Ivanovic, réclamant la démission du chef de la Minuk.

Aucun incident n'a été enregistré au cours des rassemblements. M. Jessen-Petersen s'est rendu lundi sur le lieu des meurtres et s'est dit "choqué et indigné par ce crime insensé et tragique".

Les autorités de Belgrade ont fermement condamné l'attaque et ont estimé que "la responsabilité de la récente campagne de terreur albanaise contre les Serbes qui sont restés au Kosovo repose aussi sur la Minuk".

Le Premier ministre serbe Vojislav Kostunica a déclaré que les forces internationales déployées dans la province "doivent tout faire protéger la population serbe des harcèlements quotidiens, des expulsions et de la destruction physique".

Pour le président serbe Boris Tadic, l'"attaque terroriste" de samedi constitue "un message clair aux Serbes leur signifiant qu'il n'y a pas de place pour eux au Kosovo". Pour sa part, le commissaire de la police de l'ONU au Kosovo, Kai Vitrup, a déclaré que "cet événement tragique est considéré comme un cas isolé".

"Il n'y a pas de suspects, et donc nous ne pouvons toujours pas commenter les motifs de ce crime, mais il n'y a jusqu'à présent absolument rien dans l'enquête qui pourrait prouver" que l'attaque avait une motivation ethnique, a-t-il dit. M. Vitrup a appelé tous les citoyens qui pourraient avoir des informations sur le crime à aider à son élucidation "le plus tôt possible".

Le Kosovo, province du sud de la Serbie peuplée en majorité d'Albanais, est administré par l'Onu depuis juin 1999, date à laquelle des bombardements aériens de l'Otan ont contraint les forces de Belgrade qui combattaient la guérilla séparatiste albanaise à quitter la province.

Depuis juin 1999, quelque 200.000 Serbes ont fui le Kosovo. Les tensions restent élevées au Kosovo, les leaders albanais réclamant des négociations menant à l'indépendance de la province, ce que Belgrade refuse catégoriquement.

(©AFP / 29 août 2005 19h03)